

POLITIQUE

Immigration : un projet de loi qui fâche tout le monde

Le texte présenté ce mercredi prévoit de régulariser les sans-papiers dans des métiers en tension, tout en facilitant l'expulsion d'étrangers délinquants mais il ne satisfait quasiment personne. La droite menace de ne pas le voter.

Le gouvernement l'a présenté comme un texte équilibré : « gentil avec les gentils, méchant avec les méchants », a même caricaturé le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin. Le projet de loi immigration qui a été présenté ce mercredi en Conseil des ministres concilie fermeté et bienveillance mais principalement avec les étrangers utiles à l'économie. Le texte qui devrait être débattu mi-mars au Sénat puis fin mai ou début juin à l'Assemblée nationale ouvre la voie à une régularisation de certains travailleurs sans-papiers tout en limitant les freins aux expulsions.

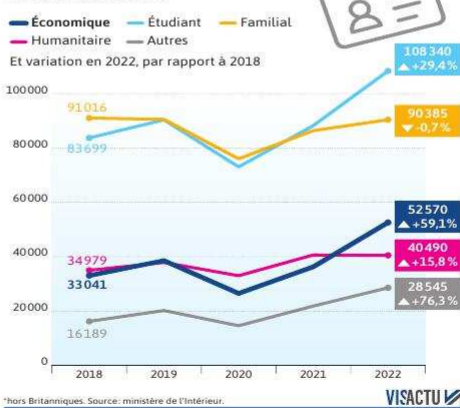
Une immigration de travail

Cette recherche de compromis ne satisfait quasiment personne, ni à droite ni à gauche, encore moins les associations qui se plaignent régulièrement des mauvaises conditions d'accueil et d'intégration en France. Le gouvernement qui ne dispose que d'une majorité relative à l'Assemblée nationale compte sur les députés LR pour faire adopter son projet de loi mais la droite refuse le volet régularisation du texte, en dénonçant un « appel d'air ».

L'exécutif fera tout pour éviter un recours à l'article 49-3 et le risque d'une motion de censure de LR qui pourrait être votée par toute l'opposition. Gérald Darmanin s'est déclaré ouvert à des amendements

330 300 premiers titres de séjour délivrés en 2022*

Par motif d'admission.



pour encadrer les conditions de régularisation. « Je suis certain qu'on arrivera à un compromis sans dénaturer le texte », a déclaré le ministre de l'Intérieur à l'issue du Conseil des ministres.

Le projet de loi crée un titre de séjour de plein droit d'un an renouvelable qui sortira de la clandestinité des travailleurs sans-papiers occupant un métier en tension à condition d'avoir huit bulletins de salaire sur les 24 derniers mois et d'être en France depuis trois ans, avec par la suite la possibilité d'un titre de séjour pluriannuel pour les salariés en CDI. Les emplois en cuisine et dans le secteur de la propreté seront ajoutés aux métiers en tension. « Des secteurs d'activité ne fonctionneraient pas sans travailleurs extracommunautaires »,

rappelle Gérald Darmanin qui annonce aussi la création d'un titre de séjour « talents » médicaux et pharmaceutiques.

Le projet de loi va simplifier le contentieux administratif et faciliter l'éloignement d'étrangers ayant commis des actes de délinquance grave. Cela pourrait concerner 4 000 personnes par an mais il y aura peu d'effet sur le faible taux d'exécution des obligations de quitter le territoire (moins de 10 % en 2021).

Le projet de loi instaure un examen obligatoire de français pour les 270 000 titres de séjour long. « 25 % des étrangers en situation régulière comprennent et parlent mal le français », selon le ministre de l'Intérieur.

Luc CHAILLOT

QUESTIONS À

Delphine Rouilleault

Directrice générale de France Terre d'asile

« Cette loi risque de créer encore plus de sans-papiers »

Quel regard portez-vous sur le projet de loi immigration ?

Il nous inspire beaucoup plus d'inquiétude que de satisfaction. On est très préoccupé par la multiplication de dispositions qui vont conduire à raccourcir les procédures d'instruction et les possibilités de recours. Cela risque de limiter le droit des personnes, voire de créer encore plus de sans-papiers demain.



Photo DR

Le titre de séjour pour les sans-papiers dans les métiers en tension est-il une bonne idée ?

On regardait ce volet intégration par le travail avec beaucoup d'intérêt. Mais les mesures restent très restrictives et ne permettront pas de répondre aux besoins des entreprises et des étrangers concernés. Par ailleurs, le début de marchandage avec la droite parlementaire nous fait craindre un renoncement sur ce projet. Si la seule mesure positive disparaît, on sera très loin d'un texte qui se prétendrait équilibré.

Après un nombre record de demandes en 2022, le droit d'asile est-il en danger avec ce texte ?

En réalité, c'est un retour à une dynamique qu'on connaissait avant la crise du Covid. Il y a des flux migratoires importants car des gens fuient leur pays à cause de risques de persécution, de conflits armés et ethniques. Il n'y a rien dans ce projet de loi qui permette de mieux accueillir et mieux intégrer ces migrants qui continueront d'arriver.

La mesure visant à faciliter les expulsions est-elle une atteinte aux droits ?

Le vrai sujet c'est que la France est la championne d'Europe des obligations de quitter le territoire (un quart du total européen) et qu'elle est incapable de les exécuter. Un exemple : des Afghans et des Iraniens en recevoient alors que la France s'est engagée à ne pas les éloigner. Il faut sortir de l'hypocrisie et leur délivrer un droit au séjour pour ne pas les laisser vivre dans une forme de précarité administrative.

Propos recueillis par Luc CHAILLOT

L'urgence migratoire décrétée en Europe

« Sur la migration, nous devons avancer de toute urgence ! », a lancé lundi la Première ministre italienne Giorgia Meloni, qui recevait à Rome le président du Conseil européen. Elle a plaidé la « défense des frontières extérieures », et l'arrêt des flux migratoires « avant qu'ils n'atteignent les frontières européennes ». Deux jours auparavant, elle était en Libye afin d'encourager ce gouvernement à être « plus efficace » dans sa lutte contre les départs de migrants depuis ses côtes...

Le message est clair : la migration redevient une priorité de l'UE, et ce dès le prochain Conseil européen des 9 et 10 février. Et

Giorgia Meloni, à la tête d'un parti d'origine néofasciste, donne le ton des débats.

Facilités commerciales contre accueil de migrants

Elle trouve un relais à la présidence de l'Union, actuellement tenue par la Suède. Le gouvernement conservateur de Stockholm, soutenu par l'extrême droite, a proposé de conditionner les facilités commerciales accordées au pays pauvres à leur acceptation d'accueillir les migrants expulsés de l'UE. Un vrai tourment pour un pays qui était le champion du droit d'asile et du libre commerce !



Giorgia Meloni et le président du Conseil européen Charles Michel. Photo Sipa/LaPresse

Le Conseil européen devrait aussi débattre du financement de « murs » autour de l'Union. L'Autriche en réclame ainsi un à la frontière entre la Turquie et la Bulgarie, porte d'entrée des migrants qui arrivent ensuite à Vienne.

La Commission a répondu que les « valeurs européennes » lui interdisaient de financer un tel « mur » - elle avait condamné celui construit par la Hongrie à sa frontière avec la Serbie. Mais l'Europe pourrait soutenir les « infrastructures de surveillance »... Réponse la semaine prochaine.

Francis BROCHET

EN BREF

ÉDUCATION

Améliorer le recrutement et la formation ?

La Cour des comptes juge « nécessaire » une refonte des modes de formation et de recrutement des enseignants, alors que le métier connaît une crise d'attractivité, dans un rapport publié mercredi. Sur le recrutement, les Sages proposent notamment de diversifier au profit des publics en reconversion professionnelle.

RH004 - V1

ÉNERGIE

EDF : l'opposition vote pour la nationalisation

Bataille autour d'EDF à l'Assemblée nationale : les oppositions de tous bords ont voté mercredi en commission une proposition socialiste pour une « nationalisation réelle » de l'énergéticien, accusant le gouvernement de vouloir « démanteler ». Les oppositions, de la gauche au RN, a envoyé fort un signal en soutenant cette proposition.

TRANSPORT

La Gare de l'Est encore paralysée ce week-end

La Gare de l'Est, à Paris, déjà bloquée 24 heures la semaine dernière par un sabotage, sera presque fermée ce week-end à cause d'importants travaux de renouvellement des voies et du ballast, a indiqué la SNCF mercredi. Concrètement, les TGV vers l'est de la France, l'Allemagne et le Luxembourg seront détournés vers la Gare du Nord.

ÉCONOMIE

Redressement judiciaire pour Kookai

Kookai a annoncé mercredi son placement en redressement judiciaire en raison « des difficultés économiques que rencontre le secteur du prêt-à-porter en Europe ». Cette procédure judiciaire « n'est pas une fin en soi », rassure l'entreprise, qui déclare que les 121 boutiques resteront ouvertes et les 320 salariés en activité.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Les accidents de la route en hausse en 2022

Moins d'automobilistes et de motards tués, mais davantage de cyclistes et de trottinettistes : c'est un bilan 2022 présenté mercredi. Selon les estimations, 3 260 personnes sont mortes sur les routes de France métropolitaine l'an passé, soit 10,7 % de plus qu'en 2021, mais « seulement » 0,5 % de plus qu'en 2019.